



CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED
IRSTEA

Le 8 octobre et le 16 octobre

**Les salariés de la Recherche se mobilisent
Pour les salaires et les conditions de travail !**

Pour les crédits, l'emploi !

Le 8 octobre avec les salariés du public et du privé, à l'appel des organisations syndicales (CGT-FSU-Solidaires-FAPP), manifestons contre cette politique de régression sociale

**Pour la région parisienne rendez-vous à 14h place de la République et
pour les régions rapprochez-vous des UL et UD**

Dans les différents services publics de l'Etat, hôpitaux, écoles, recherche, administrations, communes, ... c'est la même situation. Les réductions budgétaires continues entraînent une dégradation des conditions de travail et du service rendu qui met en cause le principe même du service public.

Nos salaires n'ont pas été réévalués depuis cinq ans avec le gel du point d'indice de 2010. Le blocage du pouvoir d'achat qui en résulte a conduit une paupérisation pour nombre de fonctionnaires.

Ce gouvernement continue et amplifie la politique du gouvernement précédent contre laquelle les Français s'étaient massivement prononcées en 2012. Comme le gouvernement précédent, il fait le choix des intérêts du patronat contre ceux des salariés et du pays.

Le Ministre E. Macron illustre le mépris de gouvernement à l'égard du monde du travail et sa fascination à l'égard de l'argent. Ex dirigeant de la Banque Rothschild, E. Macron, s'en est pris-aux 35 h lors de l'université d'été du Medef et a remis très récemment le couvert en s'attaquant au statut des fonctionnaires. Attaque qui a donné lieu à une campagne de presse de dénigrement des fonctionnaires de la part de la presse et des médias. Après la loi qui porte son nom qui dérégule l'économie, est venue la loi Rebsamen qui réduit les possibilités d'intervention des salariés dans les entreprises. Comme cela ne suffit pas, le gouvernement a l'ambition, sous prétexte de simplification, de s'en prendre au code du travail.

Il s'agit de permettre au patronat de se libérer de toutes les contraintes légales et réglementaires qui limitent ses profits.

Si le gouvernement est dur avec les salariés du public et du privé, il est aux petits soins avec le patronat. 20 milliards de crédits d'impôt pour les entreprises dont un très récent rapport vient de montrer qu'ils n'avaient aucune incidence sur l'emploi et plus de 6 milliards de crédits d'impôt sous prétexte de recherche. En tout, c'est 220 milliards d'aides directes et indirectes qui donc alloués chaque année sans aucun contrôle au patronat. En 2016, la situation ne va guère s'améliorer avec la réduction de 17 milliards de la dépense publique programmée par le pacte de responsabilité.

L'argent existe, mais il n'est pas utilisé pour développer l'emploi, les services publics, le système de santé, d'enseignement, de recherche.

Le 16 octobre, manifestons pour la région parisienne à Jussieu à 14h pour défendre le budget et l'emploi dans la recherche et l'enseignement supérieur

Dans les laboratoires la situation financière est devenue tellement difficile que le travail de recherche même est remis en cause. Au CNRS, les recrutements sont si faibles que certaines directions d'Instituts envisagent des années blanches de recrutement de chercheurs section par section du Comité national pour pouvoir recruter des Ingénieurs et Techniciens qui font si cruellement défaut aux laboratoires. A l'Ifremer, où 2 des 6 navires côtiers n'ont pas été renouvelés, il est envisagé d'abandonner les activités d'analyses et de prélèvements des eaux du littoral pour les sous-traiter au privé. Des membres de certaines commissions de l'ANR ont démissionné ne voulant plus cautionner un système qui ne sélectionne que 8% des dossiers sur un nombre de plus en plus réduit de laboratoires et de thématiques.

Le budget de la recherche serait soit disant sanctuarisé. Mais un rapport du Sénat révèle que les sommes effectivement dépensées en 2014 ont été inférieures d'un milliard au budget voté. Cette année, le gouvernement a récupéré 100 millions sur les fonds de roulement des Etablissements d'enseignement supérieur. Les conséquences de l'austérité sont telles que tous les moyens sont bons pour piquer de l'argent pour aller boucher les trous ailleurs. Les difficultés budgétaires des universités sont telles que 15% des postes créés par l'Etat n'ont pas été pourvus faute d'argent pour payer les salaires.

L'envolée des financements sur contrat a conduit à une explosion du travail précaire. 70 000 jeunes galèrent dans l'ESR sans perspective autre que celle d'émarger à pôle emploi.

La recherche publique ne peut plus continuer comme cela.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels et les doctorants à participer aux initiatives lancées par les organisations syndicales et Sciences en Marche durant la fête de la science et à manifester le 16 octobre 2015

Pour :

**La réaffectation du Crédit d'impôt recherche vers la recherche publique
Le transfert des crédits de l'ANR vers les financements récurrents des organismes
Des créations de postes de titulaires afin de résorber la précarité
Le déblocage des carrières, la refonte des grilles**

ADMINISTRATIFS CHERCHEURS INGENIEURS TECHNICIENS	J'adhère au S.N.T.R.S-C.G.T
THESARDS REJOIGNEZ UN SYNDICAT <i>Intercatégoriel</i> <i>Indépendant</i> <i>Démocratique</i> <i>Unitaire</i>	NOM : _____ Prénom : _____ Corps et grade : _____ Adresse du labo ou service : _____ Téléphone : _____ Fax: _____ Courrier Electronique : _____
SNTRS-CGT 7, rue Guy Môquet 94801 VILLEJUIF Tél. 01 49 58 35 85 -Fax 01 49 58 35 33 -Mèl : sntrscgt@vjf.cnrs.fr web : http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr	